



Recueil de fiches expériences 2018

Année 2018

Pôle Ressources

Ville et développement social

PRÉAMBULE

Dans sa lettre d'information Résonances, le Pôle ressources ville et développement social consacre chaque mois sa 3ème page à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, le développement social et urbain, portée dans le Val d'Oise.

Ces fiches expériences, sous forme d'articles, restituent les échanges issus d'interviews menées auprès de porteurs de projet, et rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse d'un projet, partenariats engagés, pointent les forces de celle-ci, soulignent également les difficultés ayant pu être rencontrées, évoquent des perspectives, le cas échéant. Les articles s'attachent à varier les thèmes, porteurs de projets et territoires d'action, que les démarches soient portées par des collectivités territoriales, des associations, des institutions, des bailleurs sociaux du Val d'Oise, et donnent à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre sur le territoire.

L'ensemble des articles réalisés cette année 2018 - tour à tour par Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Solène Huberson, Sindy Quéré -, est regroupé au sein de ce recueil.



Les publications du Pôle ressources, dont les fiches expériences, sont par ailleurs toutes disponibles et téléchargeables librement sur le site :

www.poleressources.95.org



SOMMAIRE



Janvier

- Le conseil citoyen des Sarments-Nérins sensibilise les habitants à une meilleure gestion des déchets, Conseil citoyen des Sarments-Nérins, Taverny, [page 4](#)

Février

- Une expérience pour promouvoir la place et l'image des femmes des quartiers, Municipalité de Saint-Gratien ; [page 6](#)

Mars

- La lutte contre les discriminations (Lcd) : une ambition globale et transversale portée par l'agglomération, Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France ; [page 8](#)

Avril

- Cartographier le quartier de la Fauconnière : le projet de la 5ème promotion de la fabrique du numérique, Fabrique du Numérique, Municipalité de Gonesse ; [page 10](#)

Mai

- Un projet de lutte contre les inégalités d'accès aux soins mené par le Secours populaire, Antenne vadoisienne de l'association Secours populaire, Saint-Ouen l'Aumône/Val d'Oise ; [page 12](#)

Juin

- Le challenge « 7 jours sans écran » : une initiative coordonnée par le CLSM Haut Val d'Oise, Conseil Local de Santé Mentale, Communauté de communes Haut Val d'Oise ; [page 14](#)

Juillet/août

- Co-construire une démarche de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) par le biais d'un cycle de rencontres inter-acteurs, Municipalité de Montigny-lès-Cormeilles ; [page 16](#)

Septembre

- Une démarche pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle par le biais d'outils d'aide à la mobilité, Association Aiguillage, Val Parisis ; [page 18](#)

Octobre

- Les jumelages entre établissements publics culturels (EPC) et zones de sécurité prioritaires franciliennes (ZSP) : l'exemple du Val-d'Argenteuil, Municipalité d'Argenteuil ; [page 20](#)

Novembre/Décembre

- « Bien vieillir dans son logement » : une démarche expérimentale menée par le bailleur Emmaüs Habitat, bailleur social Emmaüs Habitat, Saint-Ouen l'Aumône ; [page 22](#).

Taverny

LE CONSEIL CITOYEN DES SARMENTS-NÉRINS SENSIBILISE LES HABITANTS À UNE MEILLEURE GESTION DES DÉCHETS

Afin de lutter contre les dépôts sauvages et d'améliorer la propreté du quartier, le conseil citoyen a mené une démarche de sensibilisation des habitants, passant notamment par la mise en place d'une Gratiferia.

Lutter contre les incivilités pour améliorer la propreté du quartier

Le projet est né suite au constat que le quartier connaissait une problématique de propreté et de gestion des encombrants, indique Lidwige N'tontolo, membre du conseil citoyen des Sarments-Nérins, à Taverny. Il s'agit en effet d'une préoccupation forte sur le quartier, en raison de nombreuses incivilités, générant notamment la présence de déchets et d'encombrants dans l'espace public, les parties communes des immeubles ou encore sur les balcons. Le conseil citoyen initie une première opération de nettoyage du quartier en janvier 2016. Cette première action produit un effet ponctuel, mais n'a pas d'impact à long terme sur le quartier. Afin de sensibiliser les habitants à une meilleure gestion des déchets, et dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie du quartier, vient alors l'idée d'organiser une Gratiferia.

Un espace de gratuité pour offrir une seconde vie aux objets

C'est un membre du conseil citoyen qui a eu cette idée, en novembre 2016, en se basant sur une initiative qu'il avait vu ailleurs. Gratiferia vient d'un mot espagnol, explique Lidwige N'tontolo. C'est un espace de gratuité, où chacun peut venir déposer des objets (livres, jeux, jouets, électroménager, meubles...) qui doivent être propres et en bon état mais qui ne sont plus utilisés, pour leur donner une nouvelle vie. Toute personne peut prendre ou déposer un objet, mais l'un ne conditionne pas l'autre, contrairement au troc. C'est aussi un moyen de se faire connaître en tant que conseil citoyen, ajoute Lidwige.

Une démarche soutenue par la mairie, le bailleur et des acteurs associatifs

D'abord, nous avons échangé au sein du conseil citoyen, puis nous avons invité l'adjoint au Maire en charge des quartiers, le bailleur EFIDIS, ainsi que les associations ESSIVAM et ADPJ, intervenant sur le quartier, pour leur présenter le projet, raconte Lidwige N'Tontolo. Le bailleur et la mairie octroient enveloppes financières ainsi qu'aide matérielle et méthodologique. Cela a permis notamment le recrutement de deux personnes en soutien aux membres du conseil citoyen, pour une opération de porte-à-porte. Comme l'explique Emeline Torremocha, cheffe de projet Politique de la ville, le conseil citoyen a choisi de communiquer par

ce biais afin de mieux toucher les habitants. 8 personnes se sont mobilisées, dont deux jeunes filles, habitantes d'une résidence proche, recrutées pour l'occasion. Les subventions ont également financé la participation des associations « Débrouille compagnie » et « Vélo Service », présentes le jour de la manifestation, ainsi que de petits frais d'alimentation, d'essence et la réalisation de T-shirts siglés « conseil citoyen ».

Un moment de convivialité dans l'espace public

La Gratiféria s'est déroulée au cœur du quartier (place de Pressoir) au mois de mai 2017. Ce jour-là, environ 15 bénévoles se sont investis dans l'organisation pour gérer les 7 stands, répartis par type d'objets (habits, jouets, électroménager et vaisselle, équipements sportifs, livres,...) ainsi qu'un espace de présentation du conseil citoyen. Des supports de communication du syndicat Tri-action - le syndicat de gestion des déchets sur ce territoire - étaient mis à disposition afin de sensibiliser au tri sélectif. Vélo-Service a proposé un « Repair Vélo », consistant en une aide à la réparation de vélos à coût réduit, et « Débrouille Compagnie » a organisé des ateliers de création pour les enfants, à partir de la récupération de déchets (bouteilles plastiques). L&Activ, une association locale, a quant à elle assuré la vente de gâteaux et de café. A la fin de la journée, les objets non récupérés sont partis en déchetterie ou à Emmaüs et les livres à l'entreprise " éco-citoyenne " Recyc'livres. *On ne sait pas exactement combien il y a eu de personnes le jour même, mais beaucoup*, poursuit Lidwige, *il y a même eu des gens qui venaient d'autres quartiers et d'autres villes.* L'aide, l'appui apportés par la mairie, d'une part, et le bailleur Efidis, d'autre part, se sont avérés très positifs.

Une démarche poursuivie avec la réalisation d'un « Forum propreté » et l'inauguration d'un « Ecopoint »

Dans la continuité de cette initiative, un « Forum propreté » a été mené en octobre 2017, lors des portes ouvertes du centre social Vincent Vigneron implanté sur le quartier, pour échanger avec les habitants et poursuivre la sensibilisation, avec notamment l'exposition de photos illustrant les dépôts de déchets, ceci dans le but de provoquer des réactions. Le bailleur EFIDIS a inauguré un local « Ecopoint », financé dans le cadre de la convention d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB). Cet ancien local commercial, rénové dans le cadre d'un chantier d'insertion, est mis à disposition des habitants pour stocker les encombrants dans un secteur dédié de la résidence. Ce processus de sensibilisation doit s'inscrire dans le long terme car tout ne change pas du jour au lendemain. Des évolutions sont néanmoins perceptibles. Pour Lidwige N'tontolo, le quartier est plus propre, et, de conclure : *la Gratiféria, tout le monde peut le faire! Il y aura de bons retours des habitants.* Ces derniers, tout comme les membres du conseil citoyen, souhaitent qu'elle soit reconduite l'année prochaine.

Contacts :

**Emeline Torremocha, cheffe de projet Politique de la ville - etorremocha@ville-taverny.fr ;
Samira Chacal, développeur de quartier - schacal@efidis.fr**

Saint-Gratien

UNE EXPÉRIENCE POUR PROMOUVOIR LA PLACE ET L'IMAGE DES FEMMES DES QUARTIERS

Le service jeunesse et le CCAS de Saint-Gratien mènent une démarche en lien avec des acteurs de la ville, visant à « rendre visibles » les femmes du quartier prioritaire les Raguenets, et plus largement celles de la ville.

L'objectif de concourir à l'égalité femmes-hommes, inscrit dans les contrats de ville 2014/2020 comme un axe transversal, vise à lutter contre les inégalités - en termes d'accès à l'emploi, aux droits...-, à favoriser l'implication et à renforcer la présence des femmes au sein de l'espace public... C'est dans ce cadre, avec une volonté municipale affirmée et des financements liés à la Politique de la ville, que naît un projet visant à mettre en lumière les femmes du quartier prioritaire les Raguenets.

Plusieurs actions pour un même objectif de promotion de l'égalité

Ce projet, intitulé « les femmes prennent leurs quartiers » a été impulsé afin de combattre les stéréotypes de genre, notamment en direction des quartiers populaires, explique Marie-Laure Gay, directrice du CCAS de la commune. On peut entendre, généralement dans les médias, des phrases comme « les femmes des quartiers sont invisibles », « elles n'ont pas de liberté », « elles sortent uniquement dans le cadre scolaire ». Notre ambition était de dépasser ces lieux communs tout en soutenant l'engagement citoyen des femmes, poursuit-elle. Plusieurs acteurs se sont ainsi mobilisés pour mener différentes actions, de mars à septembre 2017, visant à promouvoir la place et l'image des femmes du quartier des Raguenets. Lors de la journée internationale des droits des femmes, une dizaine de jeunes - garçons et filles - accompagnés par des animateurs du service jeunesse ont exécuté un flash mob sur la place de la gare, investissant ainsi l'espace public sous un format ludique, permettant d'échanger et de sensibiliser les passants. Le 17 juin, le CCAS, les services scolaire et jeunesse ont mis en place un café des femmes. La diffusion du documentaire « Elles ont toutes une histoire », réalisé par Nils Tavernier, qui dresse le portrait de 11 femmes engagées à travers le monde, a servi de support aux débats, tout en favorisant le lien social et intergénérationnel. L'évènement a par ailleurs été associé à l'inauguration d'un espace spécifiquement dédié aux femmes de la République (avec des permanences d'associations telles l'AFAVO dans le champ de l'accès aux droits des femmes et des familles.)

En point d'orgue : la réalisation et l'exposition d'une galerie de portraits

D'autre part, 9 jeunes filles et 11 femmes ont participé à un projet d'exposition visant à rendre pleinement visibles les habitantes du quartier : bénévoles, sportives, mères de familles, retraitées... Par-là, il s'agit de valoriser la diversité et la richesse de leurs parcours. Des réunions avec ces habitantes, âgées de 12 à 80 ans, ont permis de se rencontrer, d'échanger autour du projet, sa finalité, sa mise en œuvre. A partir de là, dans une démarche artistique, douze séances photos ont été réalisées pour aboutir à une galerie de portraits « géants » (Kakémonos de 60 cm x 2 m) et ainsi pleinement occuper, dans une logique d'appropriation, l'espace public. Chacun des portraits est illustré d'une citation de femme célèbre (Mère Theresa, Simone Veil ou encore Michèle Obama), choisie par chacun des modèles pour se représenter. Cette exposition de rue, inaugurée le 19 septembre, a été visible sur les mâts de l'éclairage public des rues du quartier pendant 3 semaines, donnant à voir des habitantes actrices de leur quartier et constituant un élément de fierté pour les femmes ayant participé.

Entretenir la dynamique en investissant de nouveaux supports

Fort du succès de la démarche, le service jeunesse et le CCAS ont souhaité co-élaborer un nouveau projet valorisant la place et l'image des femmes. *L'idée est de créer du lien, travailler à une meilleure cohésion territoriale, par le biais d'un projet entre des habitantes du quartier prioritaire, parfois stigmatisées, tout en s'ouvrant aux femmes de toute la ville*, relate Mariane Vandyck, responsable du service jeunesse. *Nous avons également souhaité associer d'autres acteurs de la ville, tel le cinéma d'art et d'essai de Saint-Gratien, pour un projet utilisant la vidéo*, poursuit-elle. Parmi les objectifs : offrir aux femmes des temps de dialogue et de soutien qui leur alloient une plus grande place et légitimité dans la société, permettre aux adolescentes de développer leur esprit critique et aux seniors de rompre l'isolement et la précarisation sociale. La démarche, qui bénéficie de l'appui d'une réalisatrice, va prendre la forme d'entretiens croisés entre femmes et jeunes filles, chacune interviewant son binôme, autour de questionnements comme la place des femmes au sein de la société. Une première réunion s'est tenue le 20 décembre dernier entre la réalisatrice et des jeunes filles, afin de distiller des conseils, d'initier aux techniques d'interview et à l'utilisation d'outils audiovisuels. Afin de capter ce public, les téléphones portables, objets du quotidien, ont servi de support d'expression pour filmer. La responsable du service jeunesse observe que la vidéo peut, parfois, constituer un frein. Des participantes ont ainsi émis des réticences à être filmées, à s'exprimer devant une caméra, témoignant aussi de la difficulté à faire face à son image, à la représentation de soi. Le travail mené consiste également à se réassurer individuellement et collectivement. D'autres temps sont déjà programmés. Le prochain, le 9 avril, se concrétisera par une sortie culturelle. Toutes les participantes seront réunies pour assister, au théâtre de Saint-Gratien, au récital " d'elle à lui ", d'Emeline Bayart, qui traite des relations femmes-hommes, l'occasion pour elles de mieux se connaître, d'apprendre les unes des autres, et de construire une cohésion du groupe, élément central de la démarche.

Contacts :

Marie-Laure Gay, directrice du CCAS - ml.gay@mairie-saintgratien.fr ;

Marianne Vandyck, responsable du service jeunesse - m.vandyck@mairie-saintgratien.fr

Roissy Pays de France

LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS (LCD) : UNE AMBITION GLOBALE ET TRANSVERSALE PORTÉE PAR L'AGGLOMÉRATION

Engagée depuis près de 10 ans sur le sujet, la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) consolide progressivement sa stratégie d'intervention, allant des professionnels à la population dans son ensemble.

Bien qu'il soit difficile de les mesurer de manière exhaustive, l'expression des discriminations (vécues ou ressenties), l'augmentation des saisines du Défenseur des droits à ce titre ainsi que des opérations « testing » - moyen d'investigation et forme d'expérimentation sociale destinée à déceler une situation de discrimination en lien avec l'adressage, l'accès à un service, à un logement, un emploi... -, témoignent de leur prégnance et multiplicité dans la société : emploi, santé, habitat, cadre de vie, éducation... Selon le CREDOC, ces discriminations quotidiennes constituent un sujet de préoccupation majeure pour 85% de la population française, tandis que lors de son discours de Tourcoing le 14 novembre dernier, Emmanuel Macron a affirmé sa volonté d'agir en étendant les process de testing. Pensée initialement à partir des inégalités de traitement liées aux origines réelles ou supposées, la LCD connaît depuis presque 20 ans un tournant caractérisé par une extension de son cadre juridique. Avec 25 critères recensés aujourd'hui, les initiatives sont nombreuses mais rarement intégrées à un projet de territoire structurant. Regard sur la communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France engagée en la matière.

Un programme d'action progressif en direction des professionnels...

La LCD est un axe transversal du contrat de ville et pour agir concrètement sur cette dimension, la CARPF a établi pour préalable un plan d'actions à deux niveaux : sensibiliser et fédérer les professionnels (collectivités, acteurs associatifs, institutions) puis établir un diagnostic territorial des expériences vécues et ressenties des habitants. Financée par le Programme Opérationnel Régional (POR) 2014-2020 dans le cadre du dispositif d'Investissement Territorial Intégré (ITI) porté par l'agglomération, la formation/ sensibilisation des professionnels s'est déclinée en plusieurs étapes :

- 1/ le diagnostic des besoins de professionnalisation des acteurs de l'emploi de l'insertion en matière de phénomènes discriminatoires réalisé en 2015 par le Cabinet Altidem qui a mis en avant la nécessité d'accompagner les professionnels impliqués auprès de personnes discriminées,
- 2 / les temps de sensibilisation à l'accès aux droits des personnes discriminées dispensés par Malika KACHOUT de la Mission Locale Val d'Oise Est qui a permis de toucher 110 professionnels du territoire en 2015 et 57 participants en 2016,

3 / le programme de mobilisation et de réflexion autour de la lutte contre les discriminations, mené par le Cabinet Expression en 2016 qui a mobilisé quant à lui plus de 107 acteurs du territoire issus de tous secteurs professionnels,

4 / une formation-action pluridisciplinaire de LCD en a découlé en 2017. Cette dernière visait l'acquisition de méthodes pour une égalité réelle de traitement, adaptées aux contextes professionnels et aux capacités d'action des participants. Le fruit de ce travail collectif se retrouve aujourd'hui dans un ouvrage construit à partir du cheminement de 2 groupes de professionnels autour d'études de cas locaux. L'acquisition de compétences et d'automatismes de traitement des phénomènes discriminants réels ou supposés demande du temps et un engagement dans la durée. La mise à niveau de ses compétences et leurs transpositions au quotidien chez les professionnels est un processus complexe puisqu'il amène à questionner sa propre pratique pour ensuite adapter sa posture.

... suivi d'un diagnostic partagé avec la population pour élaborer le premier Plan Territorial de Lutte contre les discriminations (PTLCD)

Suite à l'appel à projets lancé en 2015 par le CGET, un diagnostic territorial stratégique est en cours de réalisation. Menée par le cabinet Equality Consulting, cette démarche en deux étapes a pour particularité de partir du vécu des populations : enquête par questionnaire puis focus groupes auprès des habitants des 7 villes en QPV de la CA RPF. Axée autour des thématiques de l'emploi et de l'éducation, l'ambition est de mieux cerner les réalités multiples des pratiques discriminatoires, pour ensuite les objectiver et mettre en lumière les enjeux propres au territoire. Les préconisations de ce diagnostic contribueront à définir les orientations du premier Plan Territorial de Lutte contre les discriminations - PTLCD - liées à l'origine, réelle ou supposée. Ce document stratégique, adossé au contrat de ville, constituera la feuille de route et explicitera les moyens alloués pour les années à venir. Il visera à garantir l'égalité de traitement de tous les habitants par une démarche active de prévention et de réduction des risques de discrimination d'une part, tout en assurant l'accompagnement et le soutien des personnes discriminées d'autre part. Cet outil contractuel, fruit d'un travail co-élaboré sur le territoire, nourri du vécu et du ressenti des habitants, permettra de se doter d'un programme opérationnel d'actions de prévention et de traitement des discriminations à la hauteur du sujet sur l'agglomération. Par ailleurs, l'accompagnement des acteurs au repérage des phénomènes discriminatoires dans le cadre de l'ITI se poursuit. Un travail qui ne saurait porter ses fruits sans un engagement graduel et continu des parties prenantes. Il requiert de renforcer la culture commune initiée, les savoir-être et la capacité à prendre de la distance par rapport à sa pratique individuelle ou de structure, tout en faisant face aux mouvements des professionnels. A terme, l'ambition est de valoriser les pratiques inspirantes et d'élaborer une culture partagée de la LCD reposant sur l'expertise d'usage et

Contact :

Linda Ghemmour, responsable de l'Espace Emploi de Sarcelles, référente professionnalisation des acteurs - lghemmour@roissypaysdefrance.fr

> Consulter l'ouvrage " Viser juste " : <http://fr.calameo.com/read/0017990723e3855702f66>

Gonesse

CARTOGRAPHIER LE QUARTIER DE LA FAUCONNIÈRE : LE PROJET DE LA 5 ÈME PROMOTION DE LA FABRIQUE DU NUMÉRIQUE

Depuis novembre 2015, la Fabrique du Numérique redonne à des jeunes en situation de décrochage le goût d'apprendre et rend service aux habitants et aux entreprises locales via des projets d'utilité sociale.

À la Fabrique du Numérique, ce sont les jeunes « apprenants » qui accueillent les visiteurs. Ici, il n'est pas question d'élèves, ni d'étudiants. Grégory, 20 ans, nous fait faire le tour des lieux en présentant les différents outils et espaces de travail : imprimante 3D, découpe laser et vinyle, matériel de prise de son et vidéo, matériel informatique pour le codage, la conception graphique, logiciel de montage... Agés de 16 à 25 ans, les apprenants sont sortis du système scolaire, pas ou peu diplômés. Robin Gigomas, chargé de mission Jeunesse à la ville de Gonesse et partie-prenante de ce dispositif explique : *La Fabrique du Numérique ne vise pas à donner une formation qualifiante mais à remobiliser les jeunes, à leur redonner le goût d'apprendre. Le numérique est pour cela un support.*

Cartographier le quartier pour faciliter la vie des habitants et acteurs locaux

Les précédentes promotions ont travaillé sur des projets d'utilité sociale, en lien avec des acteurs locaux : réalisation de décors de théâtre pour la Compagnie Théâtre Sans Toit, dispositif de recueil de témoignages des agents du centre hospitalier de Gonesse, exposition photos de femmes dans un centre socio-culturel... La 5ème et dernière promotion en date s'est attelée à améliorer la cartographie du quartier de la Fauconnière, sur lequel est implanté la « FabNum ». *Ce projet est venu d'un constat partagé : la difficulté à faire venir les gens dans le quartier et en premier lieu les apprenants de la Fabrique qui n'arrivent pas toujours à trouver le local lorsqu'ils arrivent pour la 1ère fois*, comme l'indique Farah Melloulchi, chargée de développement et de partenariat chez Ensemble Communication Participatives, l'entreprise qui co-anime le dispositif avec l'association Les Compagnons du DEV, en partenariat avec la ville de Gonesse. En effet, le quartier est mal référencé sur internet, beaucoup se perdent avec leur GPS, ce qui pénalise des habitants, dans un quartier présentant déjà des difficultés socio-économiques : problèmes de livraisons, difficultés pour prendre un taxi ou encore localiser correctement un commerce. L'enjeu était donc de rendre service à la population en enrichissant la cartographie du quartier grâce au logiciel Open street map, basé sur le « crowdsourcing » (ou production participative). Les apprenants se sont répartis en 2 équipes.

Les « arpenteurs » sont allés dans le quartier recueillir les données sur le terrain en faisant un relevé précis de tous les numéros d'immeubles et en allant à la rencontre des commerçants tandis que les « cartographes » ont appris à utiliser le logiciel Open street map (tracer une route, corriger la taille d'un immeuble...).

Une pédagogie basée sur « l'apprendre en faisant »

Nous dispensons très peu de théorie, c'est au travers des projets que les apprenants reprennent confiance en eux et acquièrent de nouvelles compétences. La pédagogie repose sur le fait d'apprendre en faisant ! explique encore Farah. Par exemple, organiser une carto-partie, c'est avant tout apprendre à organiser un évènement et renforcer des savoir-être (se présenter, envoyer un e-mail, aller à la rencontre de l'autre...). Beaucoup ont, par ailleurs, des histoires de vie loin d'être évidentes : le dispositif les met en relation avec les interlocuteurs compétents (CAF, médiateur...) pour essayer de lever tous les freins qu'ils peuvent rencontrer. A la fin des 5 mois et demi, chaque jeune réalise un bilan avec un jury et se voit remettre un portefeuille de compétences qui permet d'identifier et d'acter les réussites. La formation est clôturée par un stage professionnel de 2 semaines, selon les appétences que chacun a développé et qu'elles soient en lien ou non avec le numérique. Grégory, par exemple, s'est découvert un intérêt particulier pour les réseaux sociaux et va faire un stage en community management. Dans une promotion précédente, un jeune a fait son stage chez un producteur d'imprimante 3D, où il est embauché depuis maintenant 2 ans ! Après la Fabrique, le suivi des jeunes se poursuit pendant 6 mois par les acteurs de la Fabrique et les retours sont bons ! 80% de sorties positives (études, formation, stage ou emploi) !

Un enjeu : renforcer la parité dans le dispositif

Les filles représentent souvent au maximum un tiers des promotions. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, Ensemble Communiquer a engagé un travail de sensibilisation des prescripteurs (Mission Locale, CIO, Pôle Emploi...) à l'orientation de jeunes filles vers la Fabrique. *Car les préjugés restent forts et le numérique est davantage associé à un centre d'intérêt masculin*, indique Robin Gigomas. *Pourtant, les jeunes filles passées par la Fabrique ont souvent des parcours d'insertion très probant par la suite*, poursuit-il. La bonne nouvelle pour cette 5ème promotion ? Suite à une Carto-partie organisée par les apprenants - un évènement ouvert à tous, habitants, commerçants, anciens élèves, contributeurs, pour continuer à répertorier et enrichir la cartographie - et grâce à la participation d'un contributeur d'Open street Map, les données produites vont être transmises à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), données qui alimentent des entreprises comme Google. Le fruit de leur labeur devrait donc prochainement servir au plus grand nombre. Par ailleurs, le projet a été retenu en finale des Challenges du Numérique, organisé par la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Il a terminé 2ème face à l'ESSEC et une école d'ingénieur !

Contacts :

Robin Gigomas, chargé de mission Jeunesse - rgigomas@mairie-gonnesse.fr ;

Farah Melloulchi, chargée de développement et de partenariat, Ensemble Communication Participatives - farah@lesconnecteurs.fr

> <http://www.fabnum.org>

Saint-Ouen l'Aumône / Val d'Oise

UN PROJET DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX SOINS MENÉ PAR LE SECOURS POPULAIRE

L'antenne valdoisienne de l'association nationale, créée en 1945, conduit depuis septembre 2017 une série d'actions pour favoriser l'accès aux droits sociaux et l'éducation à la santé en direction de personnes en situation de grande précarité.

La mission du Secours populaire est d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde tout en promouvant la solidarité. La fédération du Val d'Oise, basée à Saint-Ouen l'Aumône, coordonne les 24 comités et antennes avec l'appui de 4 salariés et d'un réseau de plus de 700 bénévoles (en 2017, 18 000 personnes, dont 7500 enfants, ont ainsi été soutenues). Patrick Paskewiez, secrétaire général de l'association valdoisienne, donne le ton : *notre devise est « tout ce qui est humain est nôtre »*. Celle-ci, en effet, lutte contre toute forme d'exclusion par le biais de distributions alimentaires, vestimentaires, d'aide aux loisirs... Elle dispose également d'une « livrerie », un espace regorgeant d'ouvrages récupérés, disponibles à la vente, ou encore d'une boutique solidaire, permettant l'achat à moindre coût d'articles récupérés auprès d'enseignes de la grande distribution.

Un réseau qui s'appuie sur les richesses de chacun

Pour agir, le secours populaire mobilise régulièrement les compétences au sein de son réseau. Des ateliers d'aide à l'alphabétisation auprès de personnes migrantes ont par exemple été élaborés, grâce à des bénévoles enseignants. C'est ainsi qu'un volet plus spécifiquement dédié à la santé a vu le jour avec l'engagement en 2016 du docteur Patrice Herait, retraité, au sein du Secours populaire. *Je souhaitais mettre en place un projet en lien avec la santé, au sens de la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé, c'est-à-dire un état de complet bien-être physique, mental et social*, précise le médecin. *Je suis alors parti à la rencontre de fédérations du secours populaire, afin de m'inspirer d'autres expériences. Puis, j'ai rédigé un projet, et sollicité plusieurs acteurs, institutionnels - CPAM, ARS, Conseil départemental -, et de santé - centres municipaux de santé, cabinets d'ophtalmologistes..., pour développer des partenariats.*

Au départ, lutter contre l'accroissement des inégalités d'accès aux soins

On observe un accroissement de la précarité ces dernières années, ce qui entraîne une diminution de l'accès aux soins, dont les personnes les plus vulnérables sont les premières victimes. La complexité administrative et la méconnaissance nourrissent le renoncement aux soins et donc les inégalités d'accès. C'est pourquoi nous accompagnons de manière globale les personnes pour les aider à résoudre les problèmes en lien avec l'accès aux droits sociaux, ajoute-t-il. Cet accompagnement, vise, de plus, à rendre nos bénéficiaires

indépendants dans leurs démarches, poursuit le docteur. Pour réfléchir autour de cette problématique, se met en place en mars 2017, un comité de pilotage des actions en interne, qui débouche sur la mise en œuvre d'un projet autour de deux volets.

Un volet d'accompagnement individuel

Tout d'abord, la mise en place d'un relais écoute santé, avec un comité composé de bénévoles et professionnels de la santé et du social (à l'heure actuelle 9 personnes, deux médecins, une assistante sociale et des infirmières). Celui-ci offre, dans les locaux de la fédération, une permanence sans rendez-vous tous les mardis après-midi (et les lundis une fois par mois), positionnés stratégiquement les jours de distribution alimentaires et vestimentaires. Concrètement, un binôme de bénévoles reçoit ceux qui le souhaitent lors d'un premier entretien centré sur l'écoute. Il s'agit ainsi de déceler les problématiques : le relais n'effectue pas directement de consultation mais peut orienter vers des centres de soins, et, si nécessaire, vers d'autres professionnels (femmes victimes de violences, par exemple). Afin que des personnes déjà vulnérables ne se heurtent pas à un refus de soins de la part de certaines structures, ce qui constitue une violence et un motif de discrimination par ailleurs, l'association a visité en amont, pendant un an, des centres municipaux de santé, centres mutualistes dentaires...

Et un volet santé communautaire

En parallèle, et toujours en lien avec l'objectif d'autonomie des personnes, le relais développe des ateliers santé, avec pour volonté d'en organiser un chaque trimestre. Le premier a porté sur la diététique, avec une professionnelle du secteur. Le second, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, a proposé un temps sur la prévention des accidents domestiques, en partenariat avec la cellule éducation santé du Conseil départemental, ainsi qu'une évaluation sur l'acuité visuelle par le secours populaire et des informations sur le dépistage des cancers, avec Prévention et Santé en Val d'Oise (PSVO). Le prochain, programmé en juin, informera sur les vaccinations, avec le concours d'une PMI, *car il y a beaucoup de désinformation sur ce sujet*, estime le docteur. Ces ateliers réunissent des bénéficiaires du Secours populaire mais également les bénévoles qui ont pu faire partie des personnes aidées. Il s'agit, en lien avec les principes de la santé communautaire, de sensibiliser et créer un collectif de relais d'information, pour, in fine, permettre une réelle participation de la communauté à l'amélioration de sa santé.

En perspective : décentraliser les permanences par une antenne mobile

La fédération du Val d'Oise souhaite étendre ses permanences au département, dont les territoires ruraux. Pour cela, elle envisage la mise en place d'un relais itinérant. On se rend compte de la méconnaissance de certains sujets comme le dépistage du cancer, la contraception, particulièrement de la part de publics en situation de vulnérabilité, poursuit P. Herait. Néanmoins, le secrétaire général pointe une difficulté prégnante, celle du nombre de bénévoles ou professionnels du social et de la santé présents au sein de l'association, insuffisant pour couvrir tout le territoire.

Contact :

Patrice Herait, docteur - patrice.herait@free.fr

Haut Val d'Oise

LE CHALLENGE « 7 JOURS SANS ÉCRAN » : UNE INITIATIVE COORDONNÉE PAR LE CLSM HAUT VAL D'OISE

Dans un contexte où le digital et le virtuel sur-occupent le quotidien, notamment des nouvelles générations, comment prévenir au plus tôt les risques liés aux écrans ? Illustration de l'initiative portée dans ce sens par la Communauté de communes du Haut Val d'Oise.

Smartphone, tablette, ordinateur, liseuse... aujourd'hui, les écrans sont partout. Selon l'Observatoire de l'équipement audiovisuel des foyers, chaque foyer français dispose en moyenne de 5,5 écrans et cela peut avoir des répercussions négatives sur la santé. Au-delà des troubles possibles - musculo-squelettiques, insomnie, fatigue oculaire, migraines, déséquilibre alimentaire, risque cardiovasculaire, incidences sur le développement des fonctions cognitives des enfants... - ces usages questionnent tout à la fois les parents et les professionnels, car il n'existe pas encore de réel consensus scientifique autour des idées de cyberdépendance et d'addiction (bien que l'OMS, dans le cadre de la 11ème révision de la Classification Internationale des Maladies, envisage d'introduire « le trouble du jeu vidéo »). A l'heure actuelle, la pratique intensive des écrans reste donc une source d'interrogation qui convoque à la fois des réponses éducatives (lien enfants-parents, développement de la vie sociale, rapport au monde) et psychologiques (dépendance, fuite de la réalité).

La lutte contre le surinvestissement des écrans : une coopération originale entre école, parents et associations

Le diagnostic des problématiques de santé mentale sur le territoire du Haut Val d'Oise, réalisé en 2016 dans le cadre de la préfiguration du CLSM intercommunal par la coordinatrice à son arrivée en poste, a révélé que les addictions liées aux écrans arrivent en tête (réseaux sociaux, jeux vidéo, gaming...). Le groupe de travail « jeunesse » du CLSM, - l'un des 5 groupes que compte le conseil -, s'est emparé - dès son lancement en 2016 - du sujet de la « lutte contre le surinvestissement des écrans ». Composé d'une dizaine de membres - parents d'élèves, directeurs d'écoles, référent Programme de réussite éducative (PRE), Ligue contre le cancer, personnel du centre social, coordonnatrice Atelier santé ville et Contrat locaux de santé, ils ont choisi d'investir le sujet en coordination avec les équipes pédagogiques éducatives d'écoles volontaires (celles de Bruyères-sur-Oise et de Beaumont-sur-Oise). *Après le foyer l'école est l'endroit où les enfants passent le plus de temps, il est important de construire des ponts entre ces deux cercles sociaux primaires*, souligne la coordinatrice du CLSM qui pilote le groupe de travail. L'idée développée ici a consisté à tester auprès des élèves de CM1 et CM2 leur capacité à réduire leur usage quotidien

des écrans. Sous la forme d'un jeu ludique et attractif, le challenge « 7 jours sans écran » les invitait à vivre sans ou avec moins d'écrans, en rapportant durant cette période leurs performances et résultats dans un journal de bord. Différentes activités furent menées en amont à l'école, à la maison (via les parents d'élèves) pour aider les enfants à se préparer et à s'organiser pour réussir le défi. Par ailleurs, des activités pédagogiques et participatives pour les soutenir et accompagner leurs efforts ont été proposées :

- temps de sensibilisation sur les différents types d'écrans, ce qu'ils apportent à des doses maîtrisées, les risques en cas contraire, référentiel des comportements adaptés ;
- intervention de la Brigade de Prévention de la Délinquance Juvénile (BPDJ) auprès des classes de CM de l'ensemble du territoire (400 enfants et 7 écoles) ;
- autres temps pédagogiques dédiés au bien-être et à la santé, menés avec la coordonnatrice ASV/CLS.

Une initiative plébiscitée qui nécessite d'être réitérée et essaimée

A la croisée d'un tableau de bord et d'un journal intime, le carnet dédié, fil conducteur physique du défi, a permis aux enfants de renseigner quotidiennement quand ils utilisaient les écrans, sous quelles formes et pourquoi. Moins ils y avaient recours, plus ils gagnaient des points. Parallèlement à cette grille journalière, ils étaient invités à noter ce qu'ils voulaient, pouvaient ou faisaient à la place « faire plus de jeux dehors, dessiner, aller à la bibliothèque, au musée... » Ou encore, ce que leur apportait, à titre individuel, cette activité de remplacement. Parmi les citations: « j'ai pu dormir plus tôt, dormir bien, ne pas avoir mal aux yeux, à la tête, être plus avec ma famille ». Cette démarche est innovante pour le territoire puisqu'elle permet d'impulser des initiatives nouvelles pour un besoin social non couvert. Par ailleurs, la construction locale de la démarche et l'appropriation collective qui ont gravité autour, ont eu pour effet de fédérer, de créer du lien et des pratiques de coopérations nouvelles entre des acteurs jusque-là peu mobilisés conjointement : enseignants et directeurs des écoles, parents, BPDJ, personnel de la bibliothèque, Ligue contre le cancer, associations de quartier... Elle a également permis d'intégrer des parents lors des réunions, de proposer des activités familiales, de rendre les enfants acteurs et d'ouvrir des partenariats pluridisciplinaires pour les projets futurs. Pour les coordinatrices CLS et CLSM, travailler avec les écoles permet de toucher les plus jeunes publics et d'intervenir en amont de l'apparition des problématiques. Au-delà de la prévention des risques, la démarche a contribué à bousculer les habitudes dans les sphères intrafamiliales : réinvestir de nouveaux loisirs, d'espaces récréatifs ; retisser les liens.

Deux ans après cette première édition, force est de constater la nécessité de réitérer régulièrement l'initiative et d'approfondir le rapprochement entre les acteurs sur le sujet : les réflexes, outils et l'appropriation des bonnes pratiques doivent s'inscrire dans la durée. Un autre enjeu sera de parvenir à suivre et épauler progressivement les enfants à leur passage au collège puis au lycée. Fin 2018, l'initiative sera réitérée et étendue à d'autres écoles.

Contact :

**Tiphaine Viteau, Coordinatrice du conseil local de santé mentale -
coordinatrice.sante.mentale@cchvo.com**

Montigny-lès-Cormeilles

CO-CONSTRUIRE UNE DÉMARCHE DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITÉ (GUSP) PAR LE BIAIS D'UN CYCLE DE RENCONTRES INTER-ACTEURS

La ville de Montigny-lès-Cormeilles anime sa nouvelle convention GUSP au travers d'un cycle de conférences et d'ateliers thématiques, ouvert à tous les acteurs et visant à définir collectivement des actions à mettre en œuvre pour améliorer le cadre de vie des habitants.

A la croisée de l'urbain et du social, la Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) désigne une démarche visant à améliorer la qualité du cadre de vie et du lien social dans les quartiers, au travers d'une meilleure coordination entre acteurs (collectivités, bailleurs sociaux, habitants). La ville de Montigny-lès-Cormeilles s'est engagée dans une nouvelle convention sur la période 2016-2020. Celle-ci se déploie sur l'ensemble des résidences d'habitat social à l'échelle de la ville (soit 2365 logements répartis sur 30 sites), représentant 37,5 % de la population et incluant le quartier des Frances, classé quartier prioritaire de la Politique de la ville.

Une démarche de GUSP renforcée et étendue

Après une première convention GUP pour la période 2012-2016, la seconde a été signée en 2016 entre la ville et 7 des 9 bailleurs sociaux de la commune : Vilogia, Immobilière 3F, France Habitation, Val d'Oise Habitat, Batigère, Antin Résidences, Proxilogs. Elle formalise les engagements des bailleurs et de la ville autour de 4 objectifs : renforcer la sécurité et la tranquillité publique ; favoriser le lien social et la citoyenneté ; préserver la propreté et garantir la salubrité ; développer de nouveaux outils de communication, de dialogue et de coordination.

La nouveauté de cette 2ème convention ? La GUSP n'est plus seulement déployée à l'échelle des quartiers prioritaires mais partout où le logement social est présent sur la ville. Un poste entièrement dédié à son animation et à sa mise en œuvre vise à mettre les différents partenaires en mode projet. Co-financé par les bailleurs et la ville et partiellement valorisé dans le cadre de l'abattement de la TFPB, il est rattaché au service des Affaires Générales et Transversales. Fabien Maisonnier, en fonction depuis novembre 2017, indique : *Ma prise de poste a été facilitée par mes fonctions précédentes. En effet, je travaillais aux services techniques de la ville et disposais déjà d'une connaissance fine du territoire et des acteurs. Il partage ses journées entre le suivi sur le terrain, l'organisation de temps forts avec les différentes parties prenantes et le montage et suivi des projets. Ma journée commence le plus souvent par un tour de la ville en vélo. Un compte-rendu en est réalisé et partagé avec les partenaires gestionnaires.*

Cette présence quotidienne de terrain est essentielle, poursuit-il. Un « cloud » (stockage de données via internet) a été mis en place, permettant un accès aux bailleurs et au conseil citoyen du quartier des Frances à des ressources informatiques : calendrier partagé, compte-rendu de réunions, suivi des projets en cours...

Construire collectivement des réponses pour améliorer la vie quotidienne...

Les temps forts de l'animation de la convention se traduisent par un cycle de conférences et d'ateliers thématiques, conçus comme des instances de réflexion ouvertes à tous les acteurs (ville, communauté d'agglomération, bailleurs sociaux, conseils citoyen) pour construire et partager les programmes d'actions. La conférence de lancement s'est tenue en février 2018, rassemblant les signataires de la convention GUSP et le conseil citoyen. 7 ateliers thématiques ont ensuite été proposés, afin de définir des outils, méthodes partagées et des actions inter-bailleurs ou individuelles sur des problématiques telles que les dépôts sauvages, la dégradation des parties communes et des extérieurs, la gestion des troubles de voisinage ou encore le développement de la pratique du vélo. L'un des ateliers a été dédié à la création d'indicateurs de gestion quotidienne pour les gardiens d'immeubles (nombre de dépôts sauvages, stationnements gênants, présence de rats...). *Les gardiens jouent un rôle primordial sur le terrain, des temps spécifiques leur sont donc consacrés, leur permettant d'échanger entre eux mais aussi avec les services de la ville sur leur quotidien, de rappeler les compétences de chacun (Ville, Agglomération, Syndicat ...)* explique Fabien.

... en créant la confiance et le partenariat dans la durée

Ces temps collectifs sont riches en échanges et en production. Nous nous obligeons à élaborer lors des ateliers au minimum une action collective en inter-bailleurs pour chaque sujet traité. Ce travail est chronophage pour nos partenaires mais chacun sait à quel point il est utile et surtout, nous avançons ensemble sur la base d'une méthode partagée et pour un objectif commun. La seconde conférence, en juin 2018, a réuni 30 participants (élus communaux, représentants de bailleurs, agents municipaux et de l'intercommunalité et représentants du conseil citoyen) pour présenter les actions retenues lors des 7 premiers ateliers : dispositifs de communication et de sensibilisation sous différents formats (flyers, pochoirs...) pour lutter contre les incivilités (dépôts divers, déjections canines...), projets d'implantation ou de remise en état de locaux à vélo, actions de fleurissement... Le soutien aux initiatives d'habitants fait également partie de la démarche. Des projets portés par le conseil citoyen, parmi lesquels l'installation de 2 boîtes à livres et une enquête auprès des habitants du quartier, ont fait l'objet d'un atelier. Deux autres, au second semestre, porteront sur l'analyse du vécu et des usages du quartier des Frances et sur le lien social et la solidarité.

Fabien Maisonnier travaille à la réalisation d'un livret prévu pour septembre : *Il est utile pour la ville et les bailleurs de capitaliser le mode projet mis en œuvre à Montigny-lès-Cormeilles et de le formaliser dans un document. Le livret sera aussi le moyen de promouvoir l'action ignymontaine portée dans ses quartiers.*

Contact :

**Fabien Maisonnier, chargé de mission gestion urbaine et sociale de proximité -
fabien.maisonnier@ville-montigny95.fr**

Val Parisis

UNE DÉMARCHE POUR FAVORISER L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE PAR LE BIAIS D'OUTILS D'AIDE À LA MOBILITÉ

L'association de prévention spécialisée Aiguillage développe depuis février 2016 un projet visant l'insertion de personnes en situation de vulnérabilité, par le biais de la création d'une auto-école associative et d'outils d'aide à la mobilité.

Plus de quarante ans qu'Aiguillage, implantée au Plessis-Bouchard et couvrant les territoires de Franconville, Montigny-lès-Cormeilles, et depuis 2012, Montmagny et Deuil-la-Barre, œuvre dans le domaine de la prévention spécialisée. C'est dans le cadre de son activité historique, notamment par le biais de remontées d'éducateurs qui repèrent assez fréquemment des jeunes ne pouvant prétendre à des offres d'emploi, faute de posséder le permis de conduire, que l'association décide d'ouvrir une auto-école associative. Nathalie Liénard, directrice d'Aiguillage, explique : *une des vocations de la prévention spécialisée est d'imaginer des outils spécifiques quand le droit commun ne répond pas aux particularités du public. Ne pas posséder le permis de conduire constitue un véritable frein à l'insertion sociale et professionnelle, car il est exigé dans la majorité des offres d'emploi.*

Un dispositif ouvert à tout public précarisé et aux multiples prescripteurs

Initialement, l'auto-école vise donc à accueillir le public cible de l'association, les jeunes, pour les accompagner, par le biais d'une pédagogie adaptée, à l'obtention du permis de conduire, vecteur d'émancipation et d'insertion. Mais, rapidement, Aiguillage est sollicitée par des partenaires - missions locales, Pôle emploi, ou encore la communauté d'agglomération Val Parisis -, et décide d'ouvrir le dispositif à tout public précarisé, quelle que soit la problématique. *Sur le territoire de Val Parisis, il n'existait pas d'outil similaire*, poursuit la directrice. *Nous avons donc modifié les statuts de l'association pour répondre aux sollicitations de nos partenaires.* Ainsi, des commissions, réunissant des prescripteurs - éducateurs, missions locales, services municipaux comme le CCAS, conseillers emploi de Val Parisis - et le personnel de l'auto-école, se tiennent plusieurs fois par an afin de sélectionner collectivement les candidatures. *Pour intégrer l'auto-école, il faut répondre à certaines conditions, en matière de revenus, de connaissances (de la langue, des mathématiques, etc.), de compétences cognitives, et présenter un projet professionnel motivé*, poursuit la directrice. Des aides au financement peuvent être proposées par les prescripteurs, et pour les jeunes en prévention spécialisée, il est possible de participer à des chantiers éducatifs afin de financer leur projet.

Le développement d'outils et de partenariats pour consolider le projet

Malgré la pédagogie adaptée proposée par le dispositif, Aiguillage constate que l'obtention du précieux sésame demeure difficile pour certains, avec parfois, plusieurs échecs à l'examen du code de la route. *Aujourd'hui*, relate Nathalie Liénard, *cet examen s'avère très exigeant. En effet, celui-ci comprend des questions répertoriées en 12 thématiques, comme la circulation routière, l'environnement (éco-mobilité et éco-conduite) ou encore la mécanique.* Tout ceci peut s'avérer complexe, notamment pour des publics éloignés de l'enseignement (personnes en situation d'analphabétisme, d'illettrisme, demandeurs d'emploi de longue durée etc.). Or, croire en sa capacité à réussir un examen nécessite la (ré)appropriation d'une confiance qui peut faire défaut à des publics fragilisés. L'association décide alors de compléter le dispositif et met en place divers outils, dont une plateforme de mobilité. Le conseiller en mobilité va construire un parcours individualisé avec certains candidats, proposer un accompagnement physique dans le repérage d'un trajet professionnel, les familiariser à utiliser certaines applications destinées à se déplacer... Pendant un temps, un volontaire en service civique a accompagné également individuellement les personnes en difficulté pour les familiariser au vocabulaire spécifique du code de la route, précise la directrice. L'association propose également des ateliers de sophrologie pour travailler sur les compétences psychosociales telles l'estime de soi et la gestion du stress en vue de se renforcer pour les examens. De plus, un apport social est apporté par les deux enseignants diplômés, qui réalisent un suivi des candidats, en lien avec les prescripteurs, notamment après un échec. Cela se matérialise par du temps accordé aux candidats, destiné à les aider à comprendre leurs erreurs et à les remotiver. Enfin, Aiguillage s'appuie sur des associations comme Clé (Compter Lire Écrire) et Essivam, qui œuvrent à la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme, afin qu'elles travaillent avec certains de leurs candidats les bases de la langue française. Entre juin 2017 et juin 2018, ce sont 82 personnes (sur 107 prescriptions) qui sont entrées dans le dispositif, dont 45 % résidant en quartier prioritaire, 42 % de 18-25 ans, 75 % de demandeurs d'emploi et 64 % de femmes.

D'autres outils d'aide à la mobilité en perspective

Afin de répondre à d'autres besoins repérés, Aiguillage met en place, à partir d'octobre 2018, la location de véhicules à quatre-roues. L'association projette également l'achat d'une voiture automatique, un outil supplémentaire pour certains publics qui éprouvent des difficultés à gérer à la fois la route et les gestes de conduite, ce qui réclame une bonne coordination des mouvements, ou encore du covoiturage solidaire, notamment par le biais de nouveaux partenariats.

Contact :

Pauline Guilleux, Coordinatrice plateforme de mobilité - aiguillage.ps95@gmail.com

> www.aiguillage-association.fr

Argenteuil

LES JUMELAGES ENTRE ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CULTURELS (EPC) ET ZONES DE SÉCURITÉ PRIORITAIRES FRANCILIENNES (ZSP) : L'EXEMPLE DU VAL-D'ARGENT

De l'essaimage national à l'adaptation locale, regard sur 3 années de développement de ce dispositif qui place la culture comme une des conditions de cohésion sociale dans les quartiers et un moyen de lutter contre les extrêmes.

En juillet 2016, sous l'impulsion de la Préfecture de la Région Île-de-France d'une part, du Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ainsi que celui de la Culture et de la Communication d'autre part, 13 conventions de jumelage entre des établissements publics culturels (EPC) et des zones de sécurité prioritaires franciliennes (ZSP) sont signées. Un an plus tard, on en comptabilise une vingtaine, ce qui témoigne de l'ambition portée au niveau régional à l'égard de ces expérimentations locales. L'enjeu étant de rendre les publics, notamment les « jeunes », acteurs des processus culturels, dans une relation de pleine confiance avec les collectivités concernées. A travers ces jumelages, il s'agit pour les EPC, sur une période de 3 ans, d'inventer - par le biais de la rencontre artistique, l'échange autour de l'émotion, et l'exigence culturelle - des actions spécifiques pour les habitants des quartiers concernés, afin de renforcer leur sentiment d'appartenance à la République. A l'échelle du Val d'Oise, 3 ZSP en bénéficient : Sarcelles-Garges, Gonesse et Argenteuil. Regard sur le quartier du Val-d'Argent que le Pôle ressources a suivi.

Etape 1 - Un approvisionnement nécessaire de l'écosystème local

Le jumelage entre la ZSP du Val-d'Argent et les deux EPC lauréats a été officialisé en juillet 2016. Le Centre national des arts plastiques (Cnap) et la Cité de la céramique de Sèvres-Limoges ont alors investi la réflexion avec la municipalité et l'État local, en vue de proposer un projet artistique associant acteurs et habitants. Pour cela, la liberté de conception est importante, pour un budget de 60000 € par an alloué par l'État. Bien que les moyens financiers soient importants de prime abord, la co-construction et l'émergence du projet ne sont pas une mince affaire pour les porteurs du dispositif tant il est ambitieux et les défis à relever, nombreux. Après une première consultation des partenaires locaux rassemblant environ 70 personnes, le comité technique s'est mis au travail en affinant le diagnostic et la stratégie de co-construction du projet. Par ailleurs, le renfort de jeunes en mission de services civiques accueillis au Cnap a permis une animation et un suivi de la démarche. L'implication des membres des instances de gouvernance et l'évaluation à mi-parcours de la démarche ont encouragé les efforts sur la dynamique partenariale conditionnée par une meilleure lisibilité et coordination au niveau local.

Etape 2 - Le rassemblement d'un collectif autour d'un lieu et d'un artiste

Au départ, peu d'habitants participent réellement au projet, mais les ateliers découvertes de la céramique, du design graphique et les intervenants/artistes sont appréciés et reconnus. Progressivement, les ateliers montent en puissance et sont investis, principalement par des enfants, des mères de famille et des retraités. Les publics sont liés alors aux structures qui accueillent les ateliers. Aucun jeune (15-25 ans) ne participe au projet et le public féminin est surreprésenté. Ces publics, accueillis séparément dans un premier temps, soulèvent un potentiel pour développer des temps intergénérationnels. Deux défis essentiels pour la réussite de la démarche ou tout du moins pour maximiser l'impact sur le territoire sont alors soulignés : l'implication opérationnelle des partenaires et la mobilisation à long terme. Après cette étape initiative, la direction artistique est placée sous la responsabilité du designer graphique Malte Martin de l'association Agrafmobile, accompagné par l'artiste et designer textile Lola Day. Nait alors le projet « Super Val », qui, après des rencontres avec les habitants, vise la construction de maisons pour les oiseaux : « des lieux de vie comme une signalétique poétique » permettant d'attirer le regard sur la nature très présente au sein du quartier. Des séances de sensibilisation complémentaires au design graphique, à l'écriture et à l'ornithologie sont alors organisées. La finalité claire du projet - celle de construire des abris à oiseaux d'une part - et son implantation physique au sein du quartier avec des locaux dédiés d'autre part - permettent de fidéliser la mobilisation citoyenne et partenariale. En quelques mois, la page Facebook du projet « SuperVal - Design & Céramique au Val d'Argent » est plébiscitée, passant d'une vingtaine de suivis et « j'aime » à 150 aujourd'hui.

Etape 3 - Les maisons d'oiseaux, la concrétisation matérielle et culturelle du projet

Pour construire les maisons d'oiseaux, chacun a réalisé une plaque de céramique, créé des motifs, peint, cuit et assemblé. Le projet « Super Val » poursuit l'ambition de mêler culture, urbain et nature, dans un quartier caractérisé par beaucoup d'espaces verts, en construisant un parcours prenant la forme de lieux de vie et de séjour spécialement conçus pour les oiseaux. 80 maisons d'oiseaux en céramique ont ainsi été réalisées par les habitants, symbolisant l'idée de « prendre soin » de son environnement et de son cadre de vie. Construire un projet ayant un impact réel et durable pour le quartier, en termes de sens et de fierté commune, implique une démarche de co-construction à laquelle de nombreux acteurs du territoire sont aguerris (ATMF, Conjugue, Maison Pour Tous, les Maisons de quartier). Au total, plus de 45 ateliers ont eu lieu entre 2017 et 2018, pour près de 500 participants en cumulé. L'inauguration officielle par le Maire s'est tenue lors de la fête du quartier du Val-d'Argent-Nord en juin dernier, et un film retraçant l'aventure est en cours de réalisation. L'observation de la poursuite de cette dynamique créative portée par les habitants et les structures dans le temps permettra de juger de la durabilité des effets de ce projet.

Contacts :

Philippe Van Elslande, Directeur de l'événementiel, de la vie associative, et des quartiers - philippe.vanelslande@ville-argenteuil.fr ;

Marie Gouyon, Chargée des projets de médiation, Cnap - marie.gouyon@culture.gouv.fr

Saint-Ouen l'Aumône

« BIEN VIEILLIR DANS SON LOGEMENT » : UNE DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE MENÉE PAR LE BAILLEUR EMMAÛS HABITAT

A Saint-Ouen l'Aumône, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine (PRU), mené de 2007 à 2018, le bailleur social Emmaüs Habitat a mené une démarche volontariste et expérimentale sur le logement des seniors.

Emmaüs Habitat, créé en 1954 par l'Abbé Pierre, construit et administre un parc locatif social d'environ 14 000 logements en Île-de-France. A Saint-Ouen l'Aumône, la société HLM gère initialement quatre résidences pour un total de 985 logements depuis la fin des années 60. Trois étaient concernées par le PRU : la Résidence Parc Le Nôtre (aujourd'hui classée quartier prioritaire), Blanche de Castille et la Cité Jules César. Ce patrimoine a été reconstitué en sept résidences et au total, 402 logements ont été réhabilités, 322 construits, 262 démolis et 684 résidentialisés.

Le point de départ : un constat de vieillissement des locataires

La question du logement des seniors est apparue dès le démarrage du projet de rénovation. Au travers des enquêtes annuelles d'occupation du parc social, le bailleur constate un vieillissement des locataires sur ce secteur : environ 35% ont 60 ans et plus. Le taux de rotation des résidents y est faible, car la situation de la ville par rapport aux transports mais aussi le cadre de vie sont attractifs : la Résidence Parc Le Nôtre est située à côté d'un parc et Blanche de Castille fonctionne comme un village, indique Richard Comte, chargé de Mission Développement Social Urbain à Emmaüs Habitat. Le bailleur souhaite intégrer un projet social dans le projet urbain, cela fait partie de notre ADN, précise-t-il. Les premières enquêtes permettent de connaître la situation socio-économique des locataires, l'usage du logement, la sur ou sous-occupation et les liens de voisinage, pour affiner la programmation et préparer le relogement, tout en veillant à conserver un reste à charge accessible au locataire. Il s'agit également d'une première phase d'information et d'échanges avec les habitants. C'est ainsi que se précise le projet de travailler plus particulièrement en direction du public senior.

Une démarche menée en concertation avec l'Amicale de locataires

L'Amicale de locataires, très active sur le quartier, est un bon relais auprès des habitants pour travailler ce projet. Des ateliers sur l'habitat idéal des seniors sont organisés. Les attentes des participants corroborent avec les critères du label « Habitat Senior Services » de l'association Delphis (pôle de Recherche et Développement pour l'habitat social). Ce label préconise l'adaptation de logements selon

certaines normes techniques proches des normes PMR (Personnes à Mobilité Réduite) mais aussi une certaine qualité de service (réactivité sur la gestion des réclamations, formation du personnel de proximité...) pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées. Suite à ces ateliers, plusieurs actions sont mises en œuvre. Un accompagnement à la réhabilitation ou au relogement est proposé avec l'association intermédiaire d'insertion Tilt Service (aide à l'emballage et au déballage de cartons, déplacement des meubles, réalisation de petits bricolages). 32 logements sont adaptés aux seniors sur un programme de construction de 150 logements à Blanche de Castille, et 80 réhabilités avec des travaux spécifiques pour les seniors. Au-delà de l'adaptation des logements et de la proposition de services individuels, le bailleur décide de financer, sur fonds propres, un espace collectif d'animations.

La Petite Pause, un local expérimenté pour le maintien du lien social

Ce souhait avait émergé lors des ateliers, souligne Richard Comte, le lien social est un facteur essentiel pour le bien vieillir dans son logement, il a un effet médicament. La Petite Pause, local de 70m² dédié aux animations collectives en direction des seniors, voit le jour en 2015. L'espace est ouvert 4 jours sur 7, les après-midis en semaine et un adulte-relais, salarié de l'association Couleur d'Avenir, en assure l'animation. A ce jour, une trentaine d'adhérents participe chaque mois à l'élaboration du programme : sorties, ateliers créatifs... Des ateliers de prévention financés par le PRIF (Prévention Retraite Île de France) y sont organisés sur des sujets comme la nutrition ou la marche. La Petite Pause peut aussi permettre le repérage de difficultés, poursuit Richard Comte. L'absence d'une personne âgée fréquentant habituellement le local peut traduire une difficulté à se déplacer. Ainsi, des cafés à domicile peuvent être proposés pour lutter contre l'isolement. Un jardin partagé, conçu avec les habitants et un paysagiste, est depuis peu accolé au local et vient offrir un espace complémentaire de partage et de rencontre pour les habitants.

Un enjeu pour l'avenir : pérenniser les investissements réalisés

La garantie que les logements adaptés pourront continuer, dans le temps, à profiter aux personnes âgées est l'un des enjeux pour l'avenir. Le système actuel d'attribution ne permet pas de l'assurer, car cette offre, spécifique, peut être considérée comme discriminatoire, et afin de pallier cela, la ville et la communauté d'agglomération sont réservataires. L'objectif est de pouvoir pérenniser le financement du poste d'animation de l'espace collectif. Ce modèle, encore expérimental, dépend de financements qui ne sont pas actuellement assurés sur le long terme. La poursuite des réflexions et des expérimentations sur le « bien vieillir dans son logement » prennent tout leur sens, à l'heure où l'espérance de vie s'allonge et où la population tend à vieillir. Emmaüs Habitat poursuit ses efforts avec un projet test ayant pour objectif d'encourager les personnes vieillissantes à muter vers un logement plus adapté car après 74 ans, l'expérience montre qu'il n'est souvent plus envisageable de déménager. Ces mutations nécessitent donc la mise en place de démarches spécifiques.

Contact :

**Richard Comte, chargé de mission Développement Social Urbain, Emmaüs Habitat -
r.comte@emmaus-habitat.fr**

Pôle Ressources

Ville et développement social

CONTACT

Pôle ressources ville et développement social
39 rue des Bussys - 95600 Eaubonne

01 34 05 17 17
poleressources.95@wanadoo.fr

www.poleressources95.org

Avec le soutien de :

